


Les échanges interrégionaux

Un aspect du débat sur le fédéralisme.

 Le gouvernement québécois issu des élections de novembre 1976 réclame pour le Québec un nouveau statut qu'il désigne par l'expression «souveraineté-association». Bien que cette notion reste obscure, on peut penser que la souveraineté correspond à l'indépendance politique du Québec et l'association au maintien des relations économiques et commerciales avec les neuf autres

serait de l'intérêt des autres provinces de maintenir et de développer leurs liens économiques actuels avec le Québec en raison de l'intégration étroite qui existe entre les économies régionales. Quelle peut être la valeur de cette prévision?

La façon la plus simple de mesurer l'interdépendance des régions consiste à déterminer la proportion des produits manufacturés qu'elles échangent. En valeur, le Québec a vendu en 1974 plus de 31 p. 100 de ses produits manufacturés aux autres provinces et celles-ci ont écoulé au Québec environ 10 p. 100 de leur production. Pour les industriels de l'Atlantique et des Prairies, le Québec est un marché plus important que ces régions ne le sont pour le Québec. Mais le secteur industriel de ces régions est peu développé, de sorte que la balance commerciale québécoise est excédentaire à leur égard. Quant à la Colombie-Britannique, elle n'a vendu au Québec en 1974 que 1,7 p. 100 de ses produits manufacturés.

Reste l'Ontario, le "géant" canadien sur le plan économique. En 1974, il a absorbé plus de 20 p. 100 de la production industrielle québécoise alors qu'il vendait au Québec 12 p. 100 de sa propre production. Les relations commerciales de l'Ontario ne se font d'ailleurs pas essentiellement avec le Québec, mais avec l'ensemble des autres provinces. Un Canada réduit à neuf provinces se structurerait sur le plan économique: l'Ouest et l'Atlantique, principaux clients industriels de l'Ontario, chercheraient à valoriser leurs produits au détriment des échanges ontario-québécois. Il est donc peu probable qu'un Québec indépendant parvienne à maintenir la structure actuelle de ses échanges avec l'Ontario, son principal partenaire.

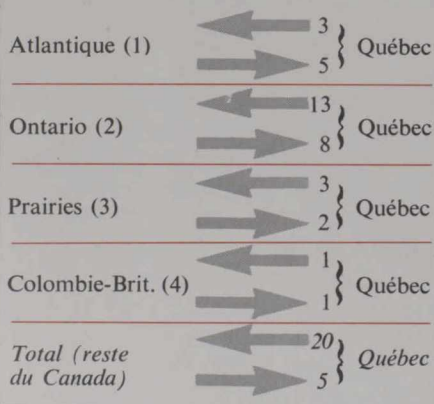
Si l'on replace les échanges commerciaux interrégionaux dans le contexte de l'activité économique globale de chaque région, on observe que les livraisons de produits manufacturés à destination du Québec ont constitué, en 1974, 5 p. 100 de la valeur totale des

biens et services produits par les neuf autres provinces. Elle constituait 8 p. 100 du produit provincial brut de l'Ontario. Au Québec, 20 p. 100 du produit brut était lié à la vente au reste du Canada de produits fabriqués. En fait, la dépendance globale du Québec est plus marquée parce que plusieurs centaines de milliers d'emplois du secteur primaire (mines), du bâtiment et des services soutiennent les industries québécoises de transformation. Aussi estime-t-on que le Québec est, sur le plan industriel, au moins quatre fois plus dépendant des neuf autres provinces canadiennes que celle-ci ne le sont du Québec.

L'opinion selon laquelle les intérêts commerciaux des provinces, spécialement ceux de l'Ontario, rencontreraient ceux du Québec pour maintenir le type actuel de relations avec un Québec indépendant ne paraît donc guère fondée. Le plus gros de l'effort d'ajustement incomberait au Québec, car les réalités du commerce interrégional donneraient au reste du Canada une position très forte. C'est dire qu'un Québec indépendant ne pourrait sans doute négocier qu'un arrangement analogue à l'Accord général sur le commerce et les droits de douane (le Gatt): un Canada restructuré traiterait le Québec, sur le plan commercial, comme tout autre pays étranger.

Les échanges de produits manufacturés entre le Québec et le reste du Canada

en pourcentage du produit brut de chaque région (1974)



1. Atlantique (Terre-Neuve, Ile-du-Prince-Edouard, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick): 2,2 millions d'habitants - 2. Ontario: 8,26 millions d'habitants - 3. Prairies (Manitoba, Saskatchewan, Alberta): 3,8 millions d'habitants - 4. Colombie-Britannique: 2,5 millions d'habitants - Québec: 6,23 millions d'habitants. (Recensement de 1976).

provinces canadiennes. La souveraineté-association paraît donc supposer que le Québec pourrait se retirer de la fédération canadienne et maintenir le volume et la croissance de ses échanges avec le reste du Canada. Les partisans de cette thèse estiment en effet qu'il

Canada d'aujourd'hui donne ici un résumé de l'un des chapitres d'une brochure-première de la série «Pour comprendre le Canada» - publiée en octobre dernier par le Bureau fédéral des relations fédérales-provinciales sous le titre «Les réalités commerciales au Canada et la question de la «souveraineté-association».

Emplois créés par les échanges de produits manufacturés entre l'Ontario et les autres provinces, en 1974

	Emplois créés en Ontario par les ventes aux autres provinces	Emplois créés dans les autres provinces par les ventes à l'Ontario
Atlantique	26 900	7 600
Prairies	56 900	8 200
Colombie-Brit.	29 800	5 400
Total partiel	113 600	21 200
Québec	105 800	103 800
Total	219 400	125 000